Le ministricule de l'intérieur de Hollande minimise les dégâts des émeutes en cours.

écrit par Alain | 14 février 2017
Du Figaro:

Selon le rapport confidentiel du préfet de police de Paris que s'est procuré Le Figaro, au moins 50 incidents dans une trentaine de communes en Île-de-France ont été recensés dans la nuit du 12 au 13 février, dont des violences sur policiers.
Une «violence contenue» dans un «climat tendu»? C'est le moins que l'on puisse dire à la lecture de la dernière synthèse des faits de violence urbaine transmise par le préfet de police de Paris au ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux. Le Figaro a eu connaissance de ce document confidentiel, qui brosse sans fioritures le portrait d'une nuit d'émeute dans l'agglomération parisienne. Des événements survenus entre le 12 au 13 février et qui sont, pour l'essentiel, directement liés au climat inquiétant régnant dans les banlieues depuis l'affaire du viol présumé du jeune Théo, lors d'un contrôle d'identité le 2 février dernier, à Aulnay-sous-Bois. Ils témoignent de la difficulté du métier de policier mais aussi de l'implication des forces de sécurité dans ce combat harassant contre des délinquants souvent très jeunes qui pratiquent une forme de harcèlement en bandes organisées.

Première surprise: le bilan global des incidents de la nuit pour la seule région parisienne est sans rapport avec les informations délivrées au compte-gouttes par le ministère de l'Intérieur.

La synthèse fait état de plus de 50 incidents d'intensités variables dans une trentaine de communes d'Île-de-France, avec 34 «véhicules incendiés» dont 3 «deux-roues», 21 «feux de poubelles», un «local incendié», deux «autres incendies» notables, 10 attaques ayant donné lieu à des «jets de projectiles», 4 véhicules de police et un bus «dégradés».
Dans sa «synthèse opérationnelle», la Préfecture de police met en exergue, pour la nuit du dimanche 12 février, «dix

arrestations pour des dégradations volontaires et violences sur policiers» à Drancy

On comprend la tentation des autorités de ne pas entretenir une forme de psychose ou une sorte de concours de vandalisme entre les groupes hostiles des villes concernées. Mais Beauvau devrait quand même peaufiner sa communication, surtout après la polémique sur la présentation avantageuse des feux de voitures de la dernière Saint-Sylvestre, le 1er janvier dernier.

Dans sa «synthèse opérationnelle», la Préfecture de police met en exergue, pour la nuit du dimanche 12 février, «dix arrestations pour des dégradations volontaires et violences sur policiers» à Drancy. Le constat se veut clinique: «À 21 h 45, sur appel (…), les effectifs locaux sont intervenus pour une cinquantaine d'individus, porteurs de marteaux et de barres de fer pour certains d'entre eux, qui commettraient des dégradations sur des véhicules. À leur arrivée, les policiers ont été la cible de jets de projectiles et ont dû faire usage du LBD (lanceurs de balles de défense) à six reprises et de trois grenades lacrymogènes pour disperser le groupe hostile.» Et de poursuivre: «L'arrivée de renforts a permis l'arrestation de dix mis en cause qui ont été placés en garde à vue. Au total, les policiers ont constaté que sept véhicules avaient été dégradés et une vitre d'une crèche brisée. Il n'y a pas eu de blessé.»

Cette nuit-là, des voitures, des deux-roues, des containers ont aussi brûlé à Boulogne-Billancourt, Nanterre, Fontenay-aux-Roses, La Courneuve et Montreuil, où les feux ont endommagé une «fenêtre de gymnase» puis le «mur d'un local associatif». S'ajoutent à la liste Bondy, Saint-Ouen, Les Pavillons-sous-Bois, Épinay-sur-Seine, Rosny-sous-Bois, Pantin, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Villeneuve-Saint-Georges, Villejuif. Il y a même eu un «feu de boulangerie» à Créteil.

À Nanterre, la police décrit un «attroupement d'individus» à «23 heures», des dégâts multiples et une intervention musclée. Qui a nécessité cinq tirs de riposte avec des armes non létales. Les agents ont aussi fait usage de leurs armes de défense à Saint-Denis et Aulnay-sous-Bois, la police s'étant trouvée «prise à partie».

Et il ne s'agit là que de la petite couronne. Car dans la grande couronne, la soirée a été encore plus agitée. À Corbeil-Essonnes: «jets de projectiles et engins incendiaires sur les policiers», dans la «ZSP des Tarterêts». Aux Ulis, les forces de sécurité ont subi le même sort, avec deux véhicules de police dégradés. Le rapport indique: «usage de l'armement collectif à plusieurs reprises».

À Argenteuil, secteur de la gare et de la Dalle, de 16h40 à 20h30, la violence s'est

déchaînée, nécessitant 11 interpellations, mais aussi des dizaines de tirs de «lanceur 40», de «Cougar» et autre armement adapté. Un bus a été «caillassé», le chauffeur blessé.

La police a également dû répliquer à des assaillants à Goussainville, Dammarie-les-Lys, et puis surtout à Mantes-la-Jolie, oubliée des bilans officiels du matin. La synthèse opérationnelle indique pour cette ville, en une seule nuit, «14 tirs de lanceur 40/46, 5 tirs de MP7, 25 tirs de Cougar» et encore quelques tirs, lors d'un second assaut subi par les forces de l'ordre.

Un contexte différent de 2005

À Trappes, les policiers ont également dû s'interposer dans une «rixe entre cinquantaine de jeunes», avec «deux interpellations» à la clé et «deux armes de poing découvertes».

«Les délinquants qui s'illustrent dans les violences de ces derniers jours sont souvent des ados ou des préados»

Patrice Ribeiro, patron du syndicat Synergie-officiers

Depuis le début de ces événements, les forces de l'ordre ne recensent aucune utilisation d'armes à feu à leur encontre, comme elles ont pu le déplorer autrefois lors des émeutes de Villiers-le-Bel en 2007, mais aussi à Grenoble en 2010, dans le quartier de la Villeneuve. Ce n'est sans doute pas la même intensité ni le même contexte émotionnel que durant les émeutes de 2005, malgré la multiplication des incidents et des points difficiles en région parisienne.

Le patron de Synergie-officiers, Patrice Ribeiro, relève que «les délinquants qui s'illustrent dans les violences de ces derniers jours sont souvent des ados ou des préados». Il fait un lien direct entre la période des vacances scolaires en région parisienne et le désœuvrement de ce public instable qui se retrouve, jour après jour, au cœur des incidents.

Si sa théorie se vérifie, les vacances qui viennent de démarrer en province sont une période charnière à surveiller de très près pour les autorités, obsédées par le souci de limiter la contagion.

François Pupponi, le maire PS de Sarcelles (Val-d'Oise), met en garde, pour sa part: «Certains exploitent le climat actuel, à l'extrême gauche mais aussi dans quelques réseaux de la diversité», selon lui. Les jeunes réagissent surtout à des appels au rassemblement qu'ils lancent eux-mêmes sur les réseaux sociaux, dans la plus totale anarchie. Le député Pupponi le concède: «Tout cela n'est pas très structuré.» Pour lui, «ces jeunes qui sèment le trouble voudraient revivre les émeutes de 2005». Nostalgiques d'une époque qu'ils n'ont même pas connue…

Merci à Alain de nous avoir indiqué cet article.